



«Volcan! Respecte les travailleurs!» Des mineurs manifestent devant l'ambassade de Suisse à Lima.

Photo: Víctor Mallqui / CNV Internationaal

Mineurs en grève au Pérou

Les droits syndicaux s'appliquent aussi chez Glencore !

« Nous ne demandons pas grand-chose : simplement que la filiale de Glencore respecte la loi, les droits syndicaux et ses propres promesses. » Voilà ce qu'ont déclaré des syndicalistes d'une filiale péruvienne de Glencore, la Volcan Compañía Minera, qui sont en grève illimitée depuis le 21 décembre dernier. Selon les normes de l'Organisation internationale du travail (OIT) et les décisions des autorités péruviennes, la compagnie minière devrait négocier avec le syndicat. L'entreprise s'y refuse et a au contraire commencé à licencier des grévistes, atteignant ainsi un point culminant dans sa politique antisyndicale. La mine d'argent et de zinc d'Andaychagua, dans le département de Junín

(centre du Pérou) emploie elle-même 400 mineurs. Environ 1100 autres sont sous contrat avec des sous-traitants, le plus souvent à titre temporaire, alors qu'ils participent depuis des années à l'activité principale de la mine. Leurs conditions de travail sont pires que celles des employés fixes. Ils triment à des centaines de mètres sous terre et à des températures de plus de 40 degrés Celsius, privés de ventilation efficace et d'équipements de sécurité dignes de ce nom.

Depuis le début de la pandémie, la situation des mineurs s'est encore dégradée. Au cours de son assemblée de décembre 2020, le syndicat a dès lors décidé de modifier ses statuts afin que

les mineurs intérimaires puissent également devenir membres. Jusque-là, ces derniers n'étaient en effet pas syndiqués. La direction régionale du travail a approuvé cette modification des statuts. De son côté, la filiale de Glencore, Volcan Compañía Minera, a déposé un recours pour la faire invalider, mais son ingérence antisyndicale a été rejetée. L'entreprise a alors déclenché des représailles contre le syndicat, réduisant par exemple des prestations pourtant prévues dans la convention collective de travail. Par ailleurs, Volcan a jusqu'ici refusé de négocier avec le syndicat et conteste systématiquement les résolutions et les décisions rendues par les autorités en faveur du syndicat. Dans leur grève de protestation contre les pratiques antisyndicales de la filiale de Glencore, les syndicalistes ont de toute urgence besoin de solidarité.

**Au nom des mineurs en grève
nous vous remercions de tout
cœur pour votre solidarité !**

« El Estor résiste ! »

Pour les communautés autochtones Q'qechi' d'El Estor, dans le nord-est du Guatemala, la chose ne fait aucun doute : « CGN-Pronico empoisonne notre lac ! » Il s'agit du lac Izabal, le plus grand du pays, qui jouxte l'installation minière Fénix. C'est là que la compagnie CGN-Pronico, une filiale du Solway Investment Group, basé en Suisse, extrait et transforme du nickel. La population s'oppose depuis des années à l'exploitation de ce site d'extraction, qui chasse beaucoup d'autochtones de leurs terres et rend la pêche dans le lac pratiquement impossible. Les habitant·e·s qui osent se défendre sont dénigrés et criminalisés. L'un d'entre eux a même été assassiné. En 2019, la Cour constitutionnelle du Guatemala a invalidé

la concession de la mine Fénix et ordonné sa suspension jusqu'à la tenue d'une consultation populaire. La CGN n'en a pas moins continué à produire. La procédure de consultation fut un exercice alibi : les autorités ont convié la CGN à y prendre part, mais pas la représentation des communautés autochtones concernées.

En réaction à cette manière de bafouer le droit de consultation et à la poursuite des activités minières, la population a dressé un camp de protestation pacifique début octobre 2021. Une fois de plus, le gouvernement a répondu par la répression : il a militarisé la région et y a décrété l'état d'urgence. Pendant ce temps, la « procédure de consultation » allait bon train.



Manifestation devant le siège de CGN-Pronico.

Photo: Festivales Solidarios

Caravane de solidarité

Face à cette crise, le collectif de journalistes et d'artistes Festivales Solidarios a mis sur pied, avec l'appui du SOLIFONDS, une caravane de solidarité. Celle-ci s'est rendue à El Estor afin de soutenir les communautés dans leur lutte et de dissiper le climat de terreur. Grâce à des protestations artistiques, notamment devant l'ambassade de Suisse, et à son travail auprès des médias, le collectif est parvenu à attirer l'attention du Guatemala sur la résistance d'El Estor.

En collaboration avec les réseaux Guatemala de Berne et de Zurich, la coalition pour des multinationales responsables, Action de Carême, Km207 et dix-huit autres organisations, le SOLIFONDS a adressé une lettre de protestation à Solway. Cette missive demandait en particulier à l'entreprise d'assumer son devoir de diligence. À El Estor, la situation demeure tendue et les communautés autochtones restent tributaires de notre solidarité.

Corruption au Togo : Vitol impliqué

Mobilisation contre l'impunité

Depuis plus d'une année, une société de matières premières sise en Suisse fait la une de l'actualité togolaise. En juin 2020, le journal *L'Alternative* a dévoilé une scandaleuse affaire de corruption : des membres de l'autorité d'importation de produits pétroliers (CSFPPP) ont détourné l'équivalent de 760 millions d'euros. À chaque appel d'offres pour l'importation de pétrole, le contrat revenait à la multinationale pétrolière suisse Vitol. Les prix à l'importation étaient gonflés, Vitol encaissait la différence et reversait des com-

missions aux fonctionnaires impliqués dans la transaction.

Avec d'autres organisations, la Fédération des travailleur·euse·s du bois et de la construction (FTBC) a demandé au gouvernement togolais d'ouvrir une enquête sans délai. En lieu et place d'enquête, le gouvernement a accusé *L'Alternative* et son directeur, Ferdinand Ayité, de diffamation. Une enquête commandée par les autorités a certes corroboré les faits découverts par Ferdinand Ayité, mais celui-ci reste visé par la procédure en diffamation, tandis

que les fonctionnaires corrompus n'ont toujours pas été inquiétés.

La population a de quoi s'indigner : alors que quelques-uns s'enrichissent en toute impunité, les habitant·e·s du pays ont toujours moins pour vivre. Le prix de l'essence ne cesse d'augmenter, tout comme celui des biens de première nécessité. Avec l'aide d'autres groupements et le soutien du SOLIFONDS, la FTBC s'appuie sur la colère populaire pour mener une vaste campagne contre la corruption et l'impunité.



Pérou, décembre 2021 : mineurs au début de la grève à la mine d'Andaychagua.

Photo: Víctor Mallqui / CNV Internationaal

Entretien avec le secrétaire syndical des mineurs

« Nous ne laisserons pas Glencore nous diviser! »

Alex Tinoco est ouvrier et secrétaire général du syndicat de la mine d'Andaychagua, située à 4500 mètres d'altitude. Ses collègues et lui sont en grève depuis décembre 2021.

Décrivez-nous votre travail quotidien.

Nous extrayons le minerai dans une galerie à 700 mètres sous terre. À cette profondeur, la ventilation est mauvaise, la température proche de 40 degrés et l'air très humide. Nous travaillons plus de 10 heures par jour. Nos collègues intérimaires connaissent les pires conditions: ils creusent encore plus profond dans la galerie, là où les températures sont encore plus élevées et la ventilation moins bonne.

Le conflit avec l'entreprise a éclaté parce que vous voulez intégrer les intérimaires dans votre syndicat...

Nous voyons tous les jours les conditions de travail de nos collègues et cela nous met mal à l'aise. Voilà pourquoi nous avons décidé de modifier nos statuts. Nous avons ouvert la porte à nos frères, pour défendre nos droits ensemble. C'est là que le problème avec l'entreprise a commencé. Volcan s'en

est mêlée et a essayé de faire annuler la modification des statuts. Heureusement, les autorités ont refusé. Volcan a ensuite fait pression pour que nous soyons exclus de la commission de négociation, qui réunit les syndicats de différentes entreprises de Volcan à Andaychagua. Comme nous n'y avons plus de représentation, nous avons quitté cette fédération en vue d'entamer nos propres négociations en juillet. Mais l'entreprise refuse de négocier avec notre syndicat. Elle conteste les décisions officielles en notre faveur ou s'en moque, estimant qu'il s'agit de simples avis. Volcan retarde ainsi la recherche d'une solution et semble vouloir un procès. Dans ce cas, il n'y aura pas de décision définitive avant des années.

L'entreprise paraît vouloir empêcher les mineurs de s'organiser tous ensemble.

Il y a longtemps que Glencore et Volcan essaient de nous diviser. Avant, nous étions tous des travailleurs fixes; aujourd'hui, il y a des travailleurs, des employés et des intérimaires. Nous faisons pourtant tous le même travail. Avant, les syndicats des entreprises Volcan comptaient des centaines de membres. Depuis que les intérimaires ont remplacé les travailleurs fixes, les syndicats ont perdu beaucoup de monde. Si nous parvenons à nous organiser ensemble, ce sera un grand pas vers l'union des travailleurs.

En Suisse, le SOLIFONDS et d'autres organisations ont protesté auprès de Glencore contre la politique antisyndicale de sa filiale.

Votre soutien à la grève et vos lettres de protestation ont beaucoup d'écho ici. Ils montrent aux mineurs en grève que d'autres organisations dans le monde défendent les droits des travailleurs. C'est crucial et cela nous redonne la force de nous battre.

Sous-traiter pour mieux exploiter

Depuis 2015, la loi péruvienne autorise la sous-traitance du travail des mineurs à de moins bonnes conditions. Pour faire le même travail, des entreprises tierces engagent des ouvriers à titre temporaire et à des salaires inférieurs. Ces intérimaires sont rarement syndiqués, car ils ont peur que leur contrat ne soit pas renouvelé. Aujourd'hui, 70 % des mineurs péruviens sont des intérimaires.



Atelier pour responsables de la formation : des échanges stimulants.

Photo: FPDS

Chômeurs en Argentine

Créer des alternatives à partir de la base

Mi-janvier, l'Organisation internationale du travail (OIT) a publié ses prévisions annuelles pour le marché du travail. Elles sont franchement sombres : selon les estimations, 52 millions d'emplois à plein temps seront supprimés rien qu'en 2022. D'innombrables familles, en particulier celles qui peinent déjà à joindre les deux bouts avec ce qu'elles gagnent, risquent de sombrer dans la misère. En Argentine aussi, le chômage s'est accru depuis le début de la pandémie et continue de progresser. Nombre de familles ne parviennent à se nourrir et à se faire soigner que grâce à la solidarité de mouvements populaires, dont le Frente Popular Darío Santillán (FPDS). Ce mouvement a été créé il y a quinze ans par les *piqueteros*, le mouvement des chômeurs, en collaboration avec des groupements estudiantins, artistes et féministes.

Le FPDS met sur pied des solutions alternatives dans les quartiers pauvres des grandes villes. Les coopératives du mouvement jouent ici un rôle clé : elles créent sur place des sources de revenus pour les personnes sans emploi. Une coopérative produit ainsi des masques de protection et des blouses scolaires, qui sont ensuite vendus à des prix abordables. Cette économie différente a été baptisée « *economía popular* », car elle est axée sur les besoins de l'être humain.

Des alternatives basées sur la formation

Depuis le début de la pandémie, le FPDS a concentré ses activités sur le soutien solidaire, car ses activistes ne pouvaient plus guère se rencontrer. Le travail de formation politique a ainsi été mis entre parenthèses, bien qu'il soit crucial assurer le développement du mouvement. En effet, comme le Frente Popular Darío Santillán ne manque pas de le souligner : « Sans formation politique et sans membres dotés d'un esprit critique, il est impossible d'instaurer une démocratie participative et d'élaborer des alternatives. » À la fin de l'année dernière, avec l'appui du SOLIFONDS, les responsables de la formation de vingt provinces ont finalement réussi à se réunir pour la première fois depuis deux ans. Cette rencontre a joué un rôle essentiel, puisqu'elle a servi à définir et à développer le programme de formation du FPDS et à renforcer ainsi le mouvement dans la création d'alternatives. Cette capacité sera d'autant plus importante face à la hausse du chômage en Argentine. La réunion a donné un nouvel élan aux activistes : « Ces échanges nous ont redonné du cœur au ventre et consolidé notre travail pour organiser la base. »

Bonne nouvelle

Sudha Bharadwaj, l'avocate et syndicaliste indienne que le SOLIFONDS connaît de longue date, est sortie de prison en décembre, après trois ans et demi de détention préventive. Sa libération sous cautions est toutefois assortie de conditions qui restreignent nettement sa liberté : elle n'est pas autorisée à quitter Mumbai, ni à s'adresser aux médias, ni à téléphoner à l'étranger. Cette dernière interdiction prouve que la campagne internationale pour sa libération n'est pas passée inaperçue. Nous sommes très heureux que Sudha Bharadwaj ait retrouvé la liberté. Il reste à se battre pour obtenir l'abandon des accusations fallacieuses qui pèsent sur les seize inculpés de l'affaire BK 16.

« Rendre visite » aux détenue-s politiques en Turquie

Depuis 2016, plus de 10 000 membres du Parti démocratique des peuples (HDP) ont été incarcérés en Turquie et plus de 4 000 sont encore derrière les barreaux. Politicien·ne-s, président·e-s de communes, journalistes, féministes, étudiant·e-s, écrivain·e-s et scientifiques sont en prison, car ils veulent construire une société démocratique, écologique et juste à partir de la base. En refusant de les libérer, le régime d'Erdogan fait fi des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme. Il ne relâche même pas les personnes gravement malades, dont certaines sont déjà mortes en détention.

Le HDP nous prie donc instamment de faire largement savoir à quel point la solidarité avec les prisonniers et les prisonnières politiques en Turquie est importante : « Une lettre, c'est comme une visite inattendue. »

La Plateforme pour la paix et la solidarité et le SOLIFONDS ont décidé de relayer la demande du HDP et appellent à l'envoi de cartes et de lettres aux détenu·e-s politiques.

Vous trouverez des modèles de textes et des listes d'adresses sous solifonds.ch/lettres.